



Réservé aux abonnés

# Interdiction des cultes: le gouvernement peu pressé d'entendre la voix des catholiques

Le Conseil d'État demande l'ouverture d'une négociation Église-État pour trouver, d'ici lundi, une solution de sortie de crise.

Par **Jean-Marie Guénois**

Publié hier à 19:44, mis à jour hier à 20:58





Le gouvernement ne semble pas pressé d'entendre la voix des catholiques qui réclament la reprise des messes. *Anne-Sophie Heist/lightpoet - stock.adobe.com*

Il serait étonnant que le premier ministre aborde, ce jeudi, la question religieuse dans son intervention sur la situation sanitaire. Non qu'il n'y ait pas de problèmes à résoudre mais parce que le gouvernement est encore censé discuter cette semaine avec l'Église catholique au sujet du contentieux qui les oppose sur l'interdiction des messes en public. Saisi par l'épiscopat et par bon nombre d'associations catholiques, qui demandaient le rétablissement des célébrations ouvertes aux fidèles pendant ce second confinement, le Conseil d'État a tranché samedi dernier en demandant l'ouverture d'une négociation Église-État pour trouver, d'ici lundi, une solution de sortie de crise qui pourrait passer notamment par un renforcement de l'encadrement sanitaire des messes.

## Une «injustice»

Celles-ci, depuis la fin du confinement du printemps, étaient pourtant déjà limitées en nombre de places à quasi 50 % des capacités. Les fidèles devaient porter un masque, la communion était donnée seulement dans la main des croyants